

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 décembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 131 de l'ordre du jour

**Financement de la Mission d'observation
des Nations Unies en Géorgie****Rapport sur l'exécution du budget
de la Mission d'observation des Nations Unies
en Géorgie pour l'exercice allant
du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004****Rapport du Secrétaire général****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		13
A. Ressources financières		13
B. Autres recettes et ajustements		14
C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		14
IV. Analyse des écarts	7–21	15
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	22	17



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la Mission est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (politique, militaire, police civile* et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	3 483,0	3 670,6	(187,6)	(5,4)
Personnel civil	15 113,7	15 941,0	(827,3)	(5,5)
Dépenses opérationnelles	12 112,3	10 866,3	1 246,0	10,3
Montant brut	30 709,0	30 477,9	231,1	0,8
Recettes provenant des contributions du personnel	1 960,2	2 139,8	(179,6)	(9,2)
Montant net	28 748,8	28 338,1	410,7	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	18,6	–	18,6	100,0
Total	30 727,6	30 477,9	249,7	0,8

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne) ^a	Taux de vacance ^b
Observateurs militaires	135	117	13,3
Police civile	18	9	50,0
Personnel recruté sur le plan international	109	99	9,2
Personnel recruté sur le plan national	177	175	1,0

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont présentées au chapitre V du présent rapport.

* Créée en application de la résolution 1494 (2003) du Conseil de sécurité, à la suite des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 21 juillet 2003 (S/2003/751).

I. Introduction

1. Le montant brut du budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004, qui figure dans le rapport du Secrétaire général daté du 18 décembre 2002 (A/57/677), s'élevait à 30 977 100 dollars (montant net : 28 983 300 dollars), y compris des contributions volontaires en nature budgétisées se chiffrant à 18 600 dollars. Ce montant devait permettre de financer les dépenses afférentes à 135 postes d'observateur militaire, 110 postes de membres du personnel international et de 179 agents recrutés dans le pays. Au paragraphe 27 de son rapport daté du 3 avril 2003 (A/57/772/Add.1), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le montant brut de 30 709 000 dollars prévu pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

2. Par sa résolution 57/333 du 18 juin 2003, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 30 709 000 dollars (montant net : 28 748 800 dollars) au titre du fonctionnement de la MONUG pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Les dépenses supplémentaires entraînées par l'élargissement du mandat de la Mission du fait de la création de la composante Police civile en application de la résolution 1494 (2003) que le Conseil de sécurité a adoptée, suite aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 21 juillet 2003 (S/2003/751), ont été financées dans les limites du crédit approuvé.

II. Exécution du mandat

3. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MONUG dans sa résolution 937 (1994). Le mandat de la Mission pour la période considérée est défini dans ses résolutions 1462 (2003), 1494 (2003) et 1524 (2004).

4. La Mission a pour rôle d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général qui est de veiller à ce que les parties appliquent l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces de 1994 et de favoriser un règlement politique d'ensemble du conflit géorgien-abkhaze.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (politique, militaire, police civile et d'appui). La composante Police civile a été établie pour renforcer la capacité de la Mission d'exécuter son mandat et en particulier de contribuer à la création de conditions propices au retour des déplacés et des réfugiés dans la sécurité et la dignité.

6. L'exercice 2003/04 est le premier pour lequel la Mission a pu évaluer ses résultats sur la base des tableaux axés sur les résultats figurant dans le budget de 2003/04. Le présent rapport met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : composante politique

Réalisation escomptés 1.1 : Progrès vers un règlement politique du conflit	
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Les parties acceptent de négocier sur la base du document sur la répartition des compétences entre Tbilissi et Soukhoumi	<p>Compte tenu de la complexité de la situation politique en Abkhazie (Géorgie), il n'y a toujours pas de dialogue de fond sur les principales questions en cause.</p> <p>Une partie a manifesté sa volonté continue d'examiner les questions politiques en se fondant sur le document intitulé « Principes de base concernant la répartition des compétences entre Tbilissi et Soukhoumi ». Les parties ont poursuivi des activités de coopération concrètes ainsi qu'il est indiqué ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 parties ont participé à 3 réunions sur les garanties de sécurité, présidées par la Représentante spéciale du Secrétaire général à Soukhoumi et Tbilissi • 2 parties ont participé à 2 réunions ad hoc de haut niveau à Gali sur les questions de sécurité, organisées et présidées par la MONUG, avec la participation des forces collectives de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants • 2 parties ont participé à un voyage conjoint d'étude des pratiques optimales en ce qui concerne la consolidation de la paix, le retour des déplacés et des réfugiés et la réforme des structures de maintien de l'ordre dans les Balkans [Bosnie-Herzégovine et Kosovo (Serbie-et-Monténégro)] • Les dirigeants géorgiens et abkhazes ont participé à des discussions politiques de haut niveau présidées par le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Contacts politiques suivis avec les parties	Oui	Réunions officieuses entre les parties et des experts internationaux sur la question des garanties en matière de sécurité (Genève)
Facilitation de contacts de haut niveau entre les parties	Oui	2 réunions ad hoc de haut niveau à Gali sur les questions de sécurité Visite conjointe en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo (Serbie-et-Monténégro) par deux parties pour étudier les pratiques optimales en ce qui concerne les situations d'après conflit
Consultations avec le Groupe des Amis du Secrétaire général	Oui	4 réunions de haut niveau avec le Groupe des Amis du Secrétaire général (Allemagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) à Genève et New York 14 réunions de la Représentante spéciale du Secrétaire général avec des hauts représentants de chacun des pays membres (Tbilissi et les capitales des intéressés) 9 réunions de la Représentante spéciale du Secrétaire général avec les ambassadeurs de pays membres (Tbilissi) Réunions avec des représentants de pays membres (New York)

Réalisation escomptée 1.2 : Réactivation du mécanisme du Conseil de coordination		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Le Conseil de coordination et ses groupes de travail se réunissent régulièrement	Il n'y a pas eu de réunion; les travaux restent suspendus, principalement parce qu'une partie refuse d'y participer depuis janvier 2001	
Adoption et mise en œuvre de mesures de confiance	<p>Des hommes d'affaires géorgiens et abkhazes se sont rendus ensemble à une foire commerciale régionale à Istanbul</p> <p>Les représentantes des femmes géorgiennes et abkhazes ont tenu une réunion à Moscou</p> <p>Une partie n'est toujours pas disposée à mettre en œuvre le Programme d'action sur le renforcement de la confiance entre les parties géorgienne et abkhaze</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions du Conseil de coordination et de ses 3 groupes de travail (sur la sécurité, les réfugiés et les questions économiques et sociales)	Non	<p>Quelques questions ont été examinées par les 3 groupes de travail de Sotchi sur les déplacés et les réfugiés, la remise en état de la ligne de chemin de fer et les projets économiques</p> <p>Comme le mécanisme mis en place sur la base des accords de Sotchi ne s'occupe pas des questions politiques et de sécurité, celles-ci ont été examinées dans le cadre de réunions dirigées par la MONUG entre les parties sur les questions de sécurité, y compris les garanties, qui ont été organisées sur la base des recommandations de Genève</p>
Appui à la mise en œuvre des mesures de confiance	Non	Aucun appui n'a été fourni aux mesures de confiance au titre de l'indicateur effectif de succès visé plus haut du fait qu'une partie n'est toujours pas disposée à mettre en œuvre le Programme d'action sur le renforcement de la confiance

Réalisation escomptée 1.3 : Retour des réfugiés et des déplacés		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Nombre de réfugiés et de déplacés définitivement rentrés chez eux	<p>Selon des sources locales, une augmentation non confirmée du nombre de réfugiés et de déplacés qui sont rentrés chez eux a été enregistrée</p> <p>L'anarchie qui persiste dans le district de Gali, l'absence d'infrastructures et le problème de l'enseignement dans la langue maternelle ont continué à faire obstacle à tout mouvement important de retour dans la région</p>	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions du Groupe de travail II (réfugiés) du Conseil de coordination	Non	<p>À cause de la position d'une partie à l'égard du Conseil de coordination</p> <p>Réunions entre la Représentante spéciale du Secrétaire général et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur le retour de réfugiés et de déplacés dans le contexte du Groupe de travail de Sotchi à Moscou, et à Sotchi (Fédération de Russie)</p>
Proposition et application de mesures transfrontières de maintien de l'ordre	Oui	Réunions régulières avec des représentants des deux parties dans le cadre des réunions quadripartites et du groupe d'enquête conjoint
Consultations et propositions en vue de l'application des recommandations de la Mission d'évaluation conjointe sur la fourniture éventuelle d'une assistance aux rapatriés	Oui	

Réalisation escomptée 1.4 : Respect accru des droits de l'homme		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Diminution du nombre de plaintes relatives aux droits de l'homme	<p>Le nombre de plaintes relatives au respect des droits de l'homme auxquelles les autorités locales ont donné suite est passé de 30 en 2002/03 à 40 en 2003/04</p> <p>En outre, un accord a été conclu par les parties sur l'inclusion des questions relatives aux droits de l'homme parmi les questions examinées lors des réunions quadripartites hebdomadaires</p>	
Accord des autorités pour l'ouverture d'un bureau pour les droits de l'homme dans le district de Gali	Les autorités d'une partie ont continué à ne pas autoriser l'ouverture d'une antenne du Bureau des droits de l'homme dans le district de Gali. Toutefois, un observateur des droits de l'homme est présent dans le secteur de Gali 2 jours par semaine	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Contrôle des procès et des centres de détention	10 33	Procès contrôlés devant les tribunaux Visites à 4 centres de détention
Enquête sur les affaires relatives aux droits de l'homme	40	Affaires suivies
Appui à l'organisation d'ateliers de formation	14	Projets de formation aux droits de l'homme financés par des partenaires internationaux bénéficiant d'un appui

Composante 2 : composante militaire

Réalisations escomptées 2.1 : Respect de l'Accord de cessez-le-feu et de séparation des forces		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Aucune violation grave de l'Accord Les troupes des parties n'entrent pas dans la zone de sécurité et il n'est pas introduit de matériel militaire lourd dans la zone d'armement limité	3 violations de l'Accord de Moscou ont été observées : <ul style="list-style-type: none"> • Des restrictions ont été imposées par les autorités d'une partie aux mouvements d'une patrouille des Nations Unies, ce qui l'a empêchée de vérifier s'il reste du matériel militaire lourd dans la zone de sécurité ou si du matériel de ce type est réintroduit dans cette zone • La patrouille a observé un véhicule blindé de transport de troupes et un char dans la zone d'armement limité • La patrouille a observé 4 mortiers et 5 canons antichar dans la zone d'armement limité 	
Aucune présence militaire n'est observée dans la vallée de la Kodori	Le résultat est atteint dans certaines parties de la vallée où des patrouilles ont été effectuées (6 patrouilles depuis décembre 2003, dont 5 dans la haute vallée et une dans la basse vallée)	
Augmentation du nombre de déplacés et de réfugiés rentrés chez eux	Selon des sources locales, il y a eu une augmentation non confirmée du nombre de déplacés et de réfugiés qui sont rentrés chez eux	
Réduction du nombre de cas d'enlèvement et de banditisme	Le nombre de cas d'enlèvement a baissé de 22 % (70 en 2003/04 contre 90 en 2002/03) Le nombre de cas de banditisme a baissé de 14 % (76 en 2003/04 contre 88 en 2002/03)	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Patrouilles quotidiennes dans les secteurs de Gali et de Zugdidi	Oui	Patrouilles terrestres mobiles d'observateurs militaires dans les secteurs de Gali, Zugdidi et Soukhomi (4 observateurs militaires par patrouille, 7 patrouilles par jour, 6 jours par semaine, un jour étant réservé aux travaux d'entretien)
Toute violation fait l'objet d'une enquête dans le cadre du Groupe d'enquête conjoint	3	Rapports communiqués aux parties

Réunions quadripartites hebdomadaires	45	Réunions entre la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants, la MONUG et les organismes de maintien de l'ordre des deux parties
Patrouilles régulières dans la vallée de la Kodori	Non	<p>Patrouilles suspendues dans toute la vallée de la Kodori suite à l'enlèvement de 4 membres du personnel de la MONUG le 5 juin 2003</p> <p>Patrouilles terrestres limitées effectuées par les observateurs militaires, accompagnés par du personnel médical et des ingénieurs (en moyenne 8 personnes par patrouille); 4 patrouilles effectuées dans la basse vallée de la Kodori en février 2004</p> <p>Patrouilles suspendues dans la haute vallée de la Kodori en attendant la fourniture de garanties en matière de sécurité par l'une des parties</p>
Réunions régulières du Groupe de travail I (chargé des questions de sécurité)	Non	Réunions suspendues depuis le 20 juillet 2002, du fait qu'une partie n'est pas disposée à y participer
Organisation de patrouilles communes avec la force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants	5	Patrouilles dans la vallée de la Kodori
Contacts étroits avec la Force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants	Oui	Réunions quotidiennes avec des représentants de la Force de maintien de la paix de la Communauté d'États indépendants à Soukhoumi, Gali et Zugdidi

Composante 3 : appui

Réalisations escomptées 3.1 : Appui à la Mission plus efficace et plus efficient		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Degré de satisfaction élevé des services auxquels l'appui est fourni	Aucune enquête officielle n'a été menée; des réunions périodiques, les services concernés se sont déclarés généralement satisfaits de l'appui fourni	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Administration du personnel	274	En moyenne 99 fonctionnaires internationaux et 175 agents recrutés dans le pays
Meilleures conditions de vie et de travail pour le personnel	Oui	Plus d'installations disponibles pour le personnel au quartier général à Soukhomi et dans les secteurs
Services de sécurité et de protection rapprochée	Oui	Services assurés à plein temps pour la Représentante spéciale du Secrétaire général et son adjointe
Entretien des bâtiments	4	Principales installations des Nations Unies (bureau de liaison de Tbilissi, quartier général de Soukhomi, poste de commandement de secteur de Gali et poste de commandement de secteur de Zugdidi/base logistique de la MONUG)
Extension des services de vidéoconférence à 2 secteurs	Oui	Tbilissi et Gali
Services informatiques et transmissions ininterrompus	Oui	Autocommutateur sur 2 liaisons terrestres entre le quartier général de Soukhomi et les différents secteurs Intervention immédiate en cas de panne de courant grâce à une surveillance active du système Utilisation du Active Directory Service du Département des opérations de maintien de la paix Pas de liaison téléphonique européenne de niveau 1 entre Soukhomi et Tbilissi faute de prestataires de services appropriés
Rapatriement et initiation des observateurs militaires	117	Effectif moyen, y compris les relèves

Soins médicaux	3 898	Visites
	21	Patients évacués
Entretien des groupes électrogènes	70	
Entretien des véhicules	194	
Palements	Oui	
Gestion de contrats	108	
Commandes	496	
Inspection des aéronefs	2	Avions
Expéditions de matériel	Oui	1,2 million de tonnes de marchandises dont 1 million de tonnes par la route, 100 000 tonnes par voie maritime et 100 000 tonnes par avion

Composante 4 : police civile

Comme le budget de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004 ne comprenait pas de tableau pour la composante police civile, il n'est pas fait de comparaison entre les indicateurs de succès effectifs et les produits exécutés, d'une part, et les indicateurs et produits prévus de l'autre.

<i>Produits exécutés</i>
<p>Compte tenu de l'environnement politique, la police civile n'a mené aucune activité dans le district de Gali</p> <p>Observation et suivi des procédures des patrouilles de police, élaboration de programmes de formation initiaux dans le district de Zugdidi, élaboration d'un projet de police communautaire pour la population locale</p> <p>Le non-déploiement de la police civile dans le district de Gali a fait obstacle à la coopération entre les parties des deux côtés de la ligne de cessez-le-feu et aux progrès des enquêtes en cours sur des activités criminelles ainsi qu'à l'efficacité de l'action visant à prévenir la criminalité</p> <p>La police civile a participé aux réunions quadripartites et à celles du groupe d'enquête conjoint au cours desquelles des informations intéressant spécifiquement la police ont été fournies, notamment des avis sur la fourniture d'une assistance scientifique et technique aux enquêtes en cours sur des activités criminelles</p> <p>Patrouilles quotidiennes dans le district de Zugdidi pour évaluer la situation en matière de sécurité et fournir des conseils aux agents locaux de maintien de l'ordre</p> <p>Réunions hebdomadaires au niveau du commandement avec les organismes locaux de maintien de l'ordre à Zugdidi</p> <p>Évaluation des besoins logistiques et autres des organismes de maintien de l'ordre effectuée à Gali et Zugdidi</p>

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	3 455,1	3 520,2	(65,1)	(1,9)
Contingents	27,9	—	27,9	100,0
Police civile	—	150,4	(150,4)	—
Unités de police constituées	—	—	—	—
Total partiel	3 483,0	3 670,6	(187,6)	(5,4)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	12 810,4	13 541,5	(731,1)	(5,7)
Personnel recruté sur le plan national	2 303,3	2 399,5	(96,2)	(4,2)
Volontaires des Nations Unies	—	—	—	—
Total partiel	15 113,7	15 941,0	(827,3)	(5,5)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	84,2	195,6	(111,4)	(132,3)
Personnel fourni par des gouvernements	—	—	—	—
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	—	1,8	(1,8)	—
Voyages	603,7	607,9	(4,2)	(0,7)
Installations et infrastructures	2 501,2	2 611,5	(110,3)	(4,4)
Transports terrestres	1 189,0	1 469,0	(280,0)	(23,5)
Transports aériens	4 095,6	2 787,4	1 308,2	31,9
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Transmissions	1 473,5	1 443,0	30,5	2,1
Informatique	1 254,9	959,8	295,1	23,5
Services médicaux	134,0	30,1	103,9	77,6
Matériel spécial	—	0,5	(0,5)	—
Fournitures, services et matériel divers	776,2	759,7	16,5	2,1
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	12 112,3	10 866,3	1 246,0	10,3
Total brut	30 709,0	30 477,9	231,1	0,8
Recettes provenant des contributions du personnel	1 960,2	2 139,8	(179,6)	(9,2)
Total net	28 748,8	28 338,1	410,7	1,4
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	18,6	—	18,6	100,0
Total	30 727,6	30 477,9	249,7	0,8

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	156,0
Recettes diverses ou accessoires	168,0
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	4,0
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	545,0
Total	873,0

C. Dépenses relatives au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
<i>Contingents</i>	
Matériel majeur	–
Soutien logistique autonome	
<i>Services médicaux</i>	
Services médicaux	5,7
Total partiel	5,7
Total	5,7

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	1	–	–
Usage opérationnel intensif	1	–	–
Acte d'hostilité ou abandon forcé	1	–	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	1	–	–

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	(65,1)	(1,9 %)

7. Le dépassement s'explique principalement par le taux de vacance de postes moins élevé que prévu dans le budget (13 % contre 15 %).

	<i>Écart</i>	
Contingents	27,9	100,0 %

8. Le solde inutilisé s'explique par le fait que le montant des engagements non réglés de l'exercice précédent a suffi pour couvrir les demandes de remboursement du matériel appartenant aux contingents présentées par les pays fournissant du matériel.

	<i>Écart</i>	
Police civile	(150,4)	–

9. L'augmentation correspond au coût de la composante police civile qui a été créée en application de la résolution 1494 (2003) que le Conseil de sécurité a adoptée suite aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 21 juillet 2003 (S/2003/751) pour renforcer la capacité de la Mission d'exécuter son mandat et, en particulier, de contribuer à la création de conditions propices au retour des déplacés et des réfugiés dans la sécurité et la dignité. Les dépenses relatives à la nouvelle composante ont été financées dans les limites du crédit approuvé. La police civile déployée le 1^{er} novembre 2003 comptait en moyenne 9 membres, contre un effectif autorisé de 18.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(731,1)	(5,7 %)

10. Le dépassement à cette rubrique s'explique par un certain nombre de facteurs, notamment le nouveau barème des traitements approuvé pour le personnel de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et des agents du Service mobile (série 100 et série 300 du Règlement du personnel) à compter du 1^{er} janvier 2003, l'augmentation de la proportion du personnel engagé sur la base de contrats de la série 100 par rapport au personnel engagé au titre de contrats de la série 300, qui est passé de 50/50 à 67/33, et le fait que le taux de vacance de postes a été inférieur à celui prévu dans le budget (9 % contre 10 %).

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(96,2)	(4,2 %)

11. Le dépassement s'explique principalement par le fait que le taux de vacance de postes a été moins élevé que prévu dans le budget (1 % contre 5 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(111,4)	(132,3 %)

12. Le dépassement s'explique par la nécessité de recruter immédiatement du personnel pour la composante police civile créée en application de la résolution 1494 (2003) du Conseil de sécurité, notamment un conseiller de haut rang en matière de police (P-5) et un chef du personnel (P-4). Ces postes ont été créés à titre temporaire en 2003/04 en attendant que l'Assemblée générale les approuve dans le budget pour 2004/05.

	<i>Écart</i>	
Consultants	(1,8)	–

13. Le dépassement est imputable au coût du programme de formation à la gestion des performances axé sur les compétences.

	<i>Écart</i>	
Voyages	(4,2)	(0,7 %)

14. Vu la distance entre les différents lieux d'implantation de la Mission, les fonctionnaires qui effectuent des voyages à l'intérieur de la zone de la Mission sont obligés de passer la nuit à leur destination, d'où l'augmentation des ressources nécessaires à cette rubrique.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(110,3)	(4,4 %)

15. Le dépassement est imputable principalement au coût de la construction d'ateliers de mécanique et de transport et d'un entrepôt au quartier général de Soukhoumi pour éviter les retards lors de l'acheminement de fournitures, de l'entrepôt de Zugdidi jusqu'à Soukhoumi, de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(280,0)	(23,5 %)

16. Le dépassement est imputable à l'achat de 10 véhicules blindés et à l'épreuve des mines pour répondre aux besoins de la police civile en matière de transport.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	1 308,2	31,9 %

17. L'économie enregistrée tient au fait que les patrouilles effectuées par hélicoptère n'ont pas repris en raison de l'insécurité persistante.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	30,5	2,1 %

18. La diminution des ressources nécessaires s'explique par le fait qu'il a fallu moins de pièces de rechange. Au cours de la période considérée, il y a eu moins de problèmes liés au mauvais fonctionnement du matériel de transmission et de dommages causés par la foudre, grâce à l'amélioration de la mise à la terre des installations.

	<i>Écart</i>	
Informatique	295,1	23,5 %

19. La réduction s'explique par le fait que des ordinateurs de bureau, ordinateurs portatifs, commutateurs de réseau, routeurs et autres matériels informatiques ont été achetés à un coût unitaire moins élevé que prévu grâce au système des contrats-cadres.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	103,9	77,6 %

20. La réduction s'explique par le fait qu'il a fallu moins de fournitures médicales que prévu. Les prévisions budgétaires avaient été établies sur la base de l'hypothèse que ces articles seraient achetés directement, mais un mémorandum d'accord prévoyant la mise en place de deux hôpitaux de niveau 1 a été signé en décembre 2003.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	(0,5)	–

21. Le dépassement s'explique par le fait qu'il a fallu remplacer des jumelles endommagées.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

22. En ce qui concerne le financement de la MONUG, l'Assemblée générale devra prendre les décisions sur les points suivants :

a) L'affectation du solde inutilisé de 231 100 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004;

b) L'affectation du montant correspondant aux autres recettes et ajustements relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2003, qui s'élève à 873 000 dollars, dont 156 000 dollars au titre des intérêts créditeurs, 168 000 dollars au titre des recettes diverses ou accessoires, 545 000 dollars au titre de la réduction ou de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs et 4 000 dollars au titre d'ajustements sur exercices antérieurs.
